



Le Grain de Sel

Le Journal CGT Toulouse Métropole

Une Prime inflation **imposable** !

Discrimination : la **prime** est **imposable** pour les fonctionnaires territoriaux et **pas** pour les fonctionnaires d'État. Attention de plus, à ceux et celles qui risquent de changer de tranche d'impôt. Tout le monde ne la touchera pas. Il faut déjà être **titulaire** ou **contractuel** de droit public pour la toucher. Les contractuels de **droits privé** ne la toucheront **pas** ainsi que les **stagiaires**.



Et **attention** aux modalités de calcul: ce sera au **prorata** de la durée de l'emploi (durée du contrat) et liée à la quotité de l'emploi (rapport temps partiel/temps plein)...

La **CGT** rappelle que la **prime** n'est pas la **solution** : nous exigeons une **augmentation** générale du point d'indice à 6 € pour tous les fonctionnaires de la fonction publique.

Sommaire

Page 1 :

- Prime inflation
- Proxima
- DPPD

Page 2 :

- Salaires
- Dialogue social

Page 3 :

- Externalisation
- ONET
- Formation

Page 4 :

- Portrait
- Recommandation
- Agenda

Site internet :



Facebook :

CGT

Toulouse -Métropole

CGT

Toulouse
Métropole

20 rue de l'obélisque

31500 Toulouse

05 61 22 30 19

toulousemetropolecgt
@gmail.com

PROXIM... Allô ! Non mais, Allô quoi !

Difficile de s'y retrouver dans le bazar provoqué par PROXIMA. D'autant plus qu'entre les organigrammes annoncés et la réalité du terrain, des effectifs ont disparu. Un mois après le démarrage de cette restructuration qui ne dit pas son nom, certains d'entre nous sont toujours sans poste informatique, d'autres sans téléphone. A la DTN, des chefs ont disparu et certains sous-traitants n'ont plus d'interlocuteur à Toulouse Métropole. Dans de nombreux services, le numéro habituel du SoRH sonne dans le vide. Dans les clubs de prévention, à peine la moitié des codes postes sont pourvus. Avec PROXIMA, l'Administration prétendait vouloir nous mettre au plus près des usagers. Ce qui est sûr, c'est qu'elle a réussi à tout désorganiser et que si la machine continue malgré tout à tourner, **c'est uniquement grâce à nous !**

Direction Politique... de la Prime Dérisoire !

Les agents de collecte de Toulouse Métropole (DPPD et territoire) perçoivent une **prime** d'intéressement collective basée sur 3 critères (absentéismes, appels Allo Toulouse/TMI et casse camion), chacun représentant 150 euros bruts annuels. Depuis sa **mise en place** il y a 3 ans, jamais les agents de la DPPD n'ont vu la couleur des 450 euros. En 2021 et 2022 ils ont touché 300 euros et pour 2023 seulement 150 euros. Mais comment est-il possible d'atteindre des **objectifs** dont le chiffre est aujourd'hui 10 fois plus élevé que le critère demandé ? Nous demandons depuis 3 ans la **revue** de ces critères. Et la CGT a été **entendue** puisque la nouvelle direction de la DPPD a décidé d'ouvrir un cycle de **négociations** pour modifier ces critères voir en changer certains.



Vous souhaitez témoigner, partager un dessin, vous exprimer sur un sujet concernant votre service, contactez-nous, pour paraître dans la prochaine édition de notre journal !

Harmonisons par le haut !

La **disparité** de nos primes, qui constituent près d'un tiers de notre rémunération - tiers qui **échappe** aux cotisations sociales et dont nous ne reverrons donc **jamais** la couleur - est du pain béni pour notre employeur et l'Etat qui **rêvent** à voix haute de **salaires au mérite**. Nous isoler les uns des autres par la paye, et si possible nous dresser les uns contre les autres, c'est la politique classique du **diviser pour régner**. Pas de prime pour les contractuels des clubs de prévention, des ITD et ISH uniquement perçues par les anciens du Département au service des routes et non par ceux de Toulouse Métropole, une prime d'intéressement touchée à la tête du client, etc., etc.

La **liste** de nos disparités en matière de primes est **longue**, et le salaire au mérite déjà en marche. Le salaire au mérite est un leurre **dangereux** : seul face à notre hiérarchie, et donc entièrement à sa merci, il ne sera plus possible de s'appuyer sur le statut pour protéger nos droits ni de créer un rapport de force.

Face à l'augmentation ridicule du point d'indice et à la part grandissante du Rifseep dans notre rémunération, revendiquons tous une harmonisation du Rifseep par le haut, son intégration au traitement et la hausse conséquente de la valeur du point d'indice à 6 €.



Dialogue social

La fin du boycott prise communément par l'intersyndicale FO, UNSA et CGT Métropole ne signifie pas le règlement de toutes les revendications mentionnées dans le courrier notamment les 3 points à travailler par la collectivité (voir notre site CGT TM / s'informer / syndicats-collectivités):

- le **non respect** de la réglementation
- le **non respect** des engagements pris par la collectivité
- l'**application** des règles plus restrictives que celles votées

La **rencontre** avec le DGS du 14 février a donné certaines garanties en vue d'un dialogue plus construit. A cette occasion, nous avons abordé le 12 mars avec les autres organisations syndicales non boycottées et la DGRH un agenda social comme nous l'avions demandé).

Cet **agenda** est très évasif (sans date). Il ne donne que des approximations (premier semestre ou second semestre) et le passage ou non en CST (Comité Social Territorial).

Les points soulevés sont la lutte contre l'absentéisme, la thématique mobilité (repositionnement, reclassement, évolution prof), évolution du RIFSEEP, sujets thématiques direction, évaluation professionnelle, plan de développement des compétences, plan de développement des agents, évolution d'organisation, vagues de chaleur (prévention et adaptation des services publics).

Ces thématiques renvoient à des groupes de travaux.

Une **alerte** est donnée sur le caractère parloir qui n'amène pas obligatoirement de réels changements.

Car ce que **doit** faire une bonne fois pour toutes l'**élu** en charge des ressources humaines, c'est une **évolution** de la politique métropolitaine RH. Ce que **veulent les agents**, ce n'est **pas du blabla** supplémentaire.

Ces groupes de travaux doivent comporter un **vrai diagnostic**, des **éléments chiffrés**, des **objectifs réalistes** et mesurables et un **échancier précis**.

La transparence sera un **gage** de **respect** des agents.

La **collectivité** le souhaite-t-elle ?

Premières réponses dans le prochain journal.

Externalisation : c'est NON !

L'externalisation des « fonctions support » est un mouvement irrésistible dans les **collectivités**, à tel point que les **agents** en catégorie C, qui les assurent très majoritairement, ont quasiment **disparu** du Conseil départemental de la Haute-Garonne par exemple.

A la **Métropole**, le nouvel **organigramme** de la DTN est emblématique du phénomène avec ses 104 catégories A et ses 9 catégories C.

Des cadres gérant des marchés délégués à des sous-traitants, voilà à quoi la fonction publique territoriale ressemble de plus en plus. Et quand on sait comment les entreprises privées assurent le service à rendre et le peu de moyens des collectivités pour les y contraindre... Il y a de quoi s'inquiéter.

On a déjà un aperçu **désastreux** des impacts de cette logique du profit avec ONET.

Grâce à PROXIMA, ONET vient d'hériter brutalement de 45 bâtiments supplémentaires, dont l'entretien est donc externalisé. **Rien** n'a été **anticipé**, aucun recrutement n'a été prévu. D'où le redéploiement et la **pression** sur les salariés en place.

Non à l'externalisation ! Exigeons l'intégration de ces travailleurs dans nos rangs et l'arrêt immédiat des marchés publics-privés qui ne sert qu'à engraisser des actionnaires déjà gavés !

**SI VOUS NE PAYEZ PLUS
DE FONCTIONNAIRES,
VOUS PAIEREZ
DES ACTIONNAIRES**

FIER-E-S
STMT
FONCTIONNAIRES!

Fédération
des services
publics
**la
cgt**

ONET : EXPLOITEUR !

Depuis qu'ONET a **mis la main** sur le marché du ménage dans certaines **directions** de Toulouse Métropole, la **dégradation** des conditions de travail de ses salariés se constate de jour en jour.

A la **DPPD** par exemple, en à **peine** 15 jours, un des deux salariés a été transféré sur un autre site, le deuxième étant sommé d'assurer le ménage de la **totalité** du bâtiment en seulement... 2 h.

Comme il n'y parvenait **pas**, il a été à son tour **muté** ailleurs et ONET a cherché un autre candidat à **exploiter**, qu'elle a trouvé sans trop de difficulté tant la **misère** est grande...

Depuis, la nouvelle salariée **court partout**, ayant à peine le temps de vider les poubelles, nettoyer les WC, les couloirs et certains bureaux.

S'inquiétant de la qualité du **service rendu**, le responsable entretien à la DMG de Toulouse Métropole a **rencontré** ONET récemment mais sans doute sans évoquer ces questions de **conditions de travail**, tant les marchés passés avec les entreprises **privées** leur laissent les mains libres dans leur gestion salariale.

Et pourtant : la qualité du service rendu ne dépend-elle pas justement de ces conditions ?

La CGT Toulouse Métropole ouvre ses portes !

Au travers d'une **formation** de 2 jours ouverte à **toutes** et à **tous même aux non-syndiqués** suite à un détachement compris dans le cadre du travail.

Pour la **CGT** la formation est un besoin chez l'individu qui doit se réaliser tout au long de la vie pour acquérir les connaissances nécessaires à son émancipation.



Cela permet d'avoir une position claire et des arguments pour savoir agir.

Le **contexte** social nous oblige à nous arrêter voir et comprendre les nouveaux paradigmes qui impactent le monde du travail.

Il se renouvelle perpétuellement et la formation permet de suivre l'évolution des conditions du salarié et de s'approprier une grille de lecture pertinente sur celui-ci ...

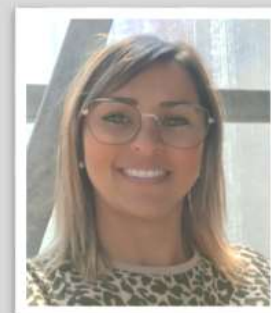
Les thèmes de la formation : L'organisation de la société - L'action syndicale dans la société - La CGT, ses valeurs, ta place dans notre organisation.

Portrait syndical

Nous vous présentons, à chaque édition, un membre du syndicat, plongeons aujourd'hui dans le quotidien de Tiana, secrétaire administrative du syndicat. Découvrons son parcours, son quotidien et ses convictions.

Elle aime : le contact humain, être le lien du syndicat

Depuis 13 ans à la CGT Toulouse Métropole



Qui es tu ?

J'ai rejoint la Mairie de Toulouse en 2008 sur des remplacements dans différents services (Éclairage public et Archives municipales) puis Toulouse Métropole en 2011 où j'ai été détachée des services et mise à disposition au syndicat CGT TM en qualité de secrétaire administrative.

Pourquoi la CGT ?

La CGT représente à mes yeux le syndicalisme. C'est un syndicat qui a plus de 120 ans. Il a été dans l'histoire de toutes les batailles. C'est aussi un symbole de résistance. En effet pendant les temps difficiles (guerres entre autres) le syndicat a été présent dans la lutte contre les oppresseurs de la Liberté. Il a toujours prôné l'Égalité entre toutes et tous et ensuite il représente la Fraternité.

En fait la devise de notre république est entièrement représentée dans la CGT !

Ton quotidien militant ?

En tant que secrétaire administrative mais aussi ancienne élue en CAP, c'est au jour le jour que je pratique mon militantisme.

Je suis en contact avec l'administration, je gère l'agenda du syndicat, les détachements de mes collègues pour qu'ils puissent assister aux différentes réunions syndicales, aux instances paritaires mais aussi programmer les jours de passage dans les services de la Métropole pour être au plus près des agents...

J'assure également toutes les missions administratives : rédiger des documents, gérer le courrier; la boîte mail; le planning du syndicat; contacter différents interlocuteurs... Je suis aussi la première personne qu'un agent qui a besoin d'informations rencontre au syndicat ou par téléphone.

Mon activité est enrichissante car je suis en contact avec beaucoup de personnes, elle est aussi pleine de sens car à l'heure où tout est numérisé et pauvre en relations humaines, j'ai cette chance !

Recommandation Culture !

Le film :
"Bye bye Tibériade"
A voir absolument !

en ce moment au cinéma l'ABC
 13 rue Saint-Bernard - 31000 Toulouse

Le récit émouvant d'une Palestine déchirée. Hiam Abbass a quitté son village palestinien pour réaliser son rêve de devenir actrice en Europe, laissant derrière elle sa mère, sa grand-mère et ses sept sœurs.

Trente ans plus tard, sa fille Lina, réalisatrice, retourne avec elle sur les traces des lieux disparus et des mémoires dispersées de quatre générations de femmes palestiniennes.

Véritable tissage d'images du présent et d'archives familiales et historiques, le film devient l'exploration de la transmission de mémoire, de lieux, de féminité, de résistance, dans la vie de femmes qui ont appris à tout quitter et à tout recommencer.



Agenda formations CGT –TM :

25 Avril : Lire et comprendre sa Fiche de paie

30 Avril : Etre acteur syndical auprès des agents